

Le très hon. M. Howe: Parfaitement.

M. Adamson: Dans l'intervalle, la puissance d'achat du dollar a donc fléchi d'autant.

Le très hon. M. Howe: Il s'agit d'une comparaison entre une période de 1948 et la période correspondante de 1949.

M. W. Ross Thatcher (Moose-Jaw): La Chambre a sans doute fort goûté le discours du ministre du Commerce (M. Howe), mais je crains qu'un grand nombre de gens n'en soient quelque peu déçus.

M. Cruickshank: Celui-ci sera certes décevant.

M. Thatcher: Je me demande si le ministre a raison de se montrer aussi optimiste. La situation du commerce, à l'en croire, est actuellement très bonne. Je ne vois pas comment il peut arriver à cette conclusion, car en ce moment une bonne partie de notre commerce repose sur des prêts ou des avances consentis à la Grande-Bretagne ou encore sur les achats relatifs au Programme de rétablissement de l'Europe. Si je ne m'abuse, le montant des prêts sera bientôt épuisé et le PRE prendra bientôt fin. Dans quelle situation nous trouverons-nous alors?

A mon avis, cet après-midi, le ministre a un peu trop parlé du présent; il n'a rien dit de l'avenir. Il n'a aucunement signalé quelles mesures il entend prendre en vue d'accroître nos importations en provenance de l'Angleterre ou d'améliorer les échanges commerciaux entre le Canada et la Grande-Bretagne. Je me propose de parler pendant une quinzaine de minutes de ces relations commerciales. Depuis un an, presque toutes nos exportations à la Grande-Bretagne ont diminué rapidement. Le fléchissement est surtout remarquable à l'égard des produits ouvrés et transformés, sur lesquels nous comptons pour maintenir l'embauchage intégral. Toutefois, cela vaut également dans le cas du bacon, du bétail, des produits agricoles, du bois d'œuvre et du papier-journal, exportations de première importance avant la guerre. Nos marchés de pommes en Angleterre ont presque disparu. Je crois savoir que les producteurs de pommes, tant dans l'Est que dans l'Ouest, sont voués à la ruine.

Nos exportations à la Grande-Bretagne ont diminué, quoique depuis des années nous ayons donné de fortes sommes. De plus, l'an dernier, les Américains lui ont fourni, en vertu du Programme de rétablissement européen, au delà de 500 millions de dollars, précisément en vue de lui permettre de financer ses achats au Canada. A vrai dire, nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne sont tendues presque depuis la fin de la guerre. Je ne crois pas que le ministre

ait été juste envers la Chambre cet après-midi. J'exagère peut-être mais j'estime que si nos exportations sont restées ce qu'elles sont depuis deux ans, c'est que nous avons presque cédé en pur don une forte proportion de nos denrées.

Chacun ici connaît les causes de nos embarras commerciaux avec la Grande-Bretagne. Avant la guerre, elle achetait de nous chaque année, trois fois plus que le Canada n'achetait chez d'elle. Depuis la guerre, ses finances ne le lui permettent plus. Elle est obligée de s'approvisionner dans les pays qui achètent d'elle. Autrement dit, elle ne peut commercer comme auparavant simplement parce qu'elle manque de devises canadiennes. Je crois donc que la situation au Canada est beaucoup plus grave que le ministre ne l'a donné à entendre il y a quelques instants. A moins de prendre sans tarder des mesures propres à augmenter nos importations en provenance du Royaume-Uni, nous serons fort exposés à perdre, là-bas, plusieurs débouchés pour nos produits de base.

M. Cruickshank: Voulez-vous que nous importions de la viande de cheval?

M. Thatcher: Si la situation actuelle est grave, l'avenir le sera davantage, car au cas où cesserait l'aide artificielle et provisoire qu'assure le Programme de rétablissement de l'Europe, nous pourrions perdre le marché britannique du jour au lendemain et non pas dans douze ou six mois d'ici. Nous pourrions le perdre en un mois. Il est probable qu'on supprimera l'aide fournie par le Programme de rétablissement européen. Voici quelques lignes tirées du *Financial Post* du 19 février:

Le Canada risque fort de perdre l'appui de l'ECA à l'égard de l'accord britannique sur le blé. Ce commerce lui a valu jusqu'à 304 millions de dollars dans les dix mois terminés le 31 janvier 1949. C'est le problème le plus important et le plus inquiétant qu'aient dû envisager les Canadiens depuis la fin de la guerre.

...il est clair qu'à moins d'une intervention en haut lieu, les chances qu'a le Canada de toucher d'autres fonds de l'ECA à l'égard de l'accord britannique sur le blé restent très incertaines.

L'autre jour, à la Chambre, on a demandé au premier ministre si, durant son voyage à Washington, il avait reçu du président l'assurance que cette aide à l'Europe continuerait. Pour toute réponse, le premier ministre n'a pu que nous déclarer qu'il était certain de "l'entente cordiale" du président. C'est quelque chose, certes; il n'en reste pas moins que nous devons envisager la possibilité du retrait de l'aide accordée par l'ERP.

Récemment, Londres a conclu avec la Pologne un accord relatif au troc, portant sur une somme d'un milliard de dollars. Les produits que la Grande-Bretagne obtenait de la Pologne consistaient en bétail, en fro-